

Lettre ouverte au Premier ministre, Manuel VALLS, sur la rétrocession des archives françaises, à l'Algérie.

Monsieur le Premier ministre,

La France, dans le cadre de sa politique de dialogue avec l'Algérie, vient de remettre à l'État algérien, une partie des archives couvrant la période de la guerre d'Algérie, qu'elle détenait.

Ce ne sont pas moins, semble-t-il, de vingt-deux volumes de documents diplomatiques français, partie intégrante de l'Histoire de France et des Français d'Algérie, dont s'est ainsi dépossédé notre pays.

Aucune information n'a été cependant donnée, sur le contenu réel de ces archives, dont la restitution peut porter préjudice, tant aux soldats de l'armée française, qu'aux Français d'Algérie et aux Harkis, quand on connaît l'attitude revancharde de nombre de dirigeants algériens.

Quelles garanties, Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous apporter aux citoyens français sur ce point ?

Cette démarche de la France nous amène également à vous poser officiellement la question de savoir, ce qu'au titre de la réciprocité, s'est engagé à restituer le gouvernement algérien, comme archives ?

En effet, voilà plus de cinquante-quatre ans qu'un tiers des actes de l'état civil des Français d'Algérie attend toujours d'être microfilmé, alors même que ces documents appartiennent au patrimoine affectif et familial des Français d'Algérie.

La France a-t-elle cédé une nouvelle fois aux exigences du gouvernement algérien, en sacrifiant les intérêts des populations européennes d'Algérie qui attendent, pour pouvoir reconstituer leur histoire, leur parcours professionnel et tout simplement leur vie, que le gouvernement algérien veuille bien restituer ce qui leur appartient ?

C'est à toutes ces questions, Monsieur le Premier ministre, que nous aimerions obtenir un certain nombre de réponses, car la politique de dialogue que vous entendez mener avec l'Algérie ne peut se faire dans l'opacité, au détriment des Français d'Algérie.

De même, il nous semble indispensable que vous puissiez nous éclairer sur les résultats de vos négociations, pour permettre enfin que le sort de milliers de disparus européens enlevés et assassinés par le FLN, ne soit pas laissé dans l'ombre pour céder au politiquement correct.

Cela doit être une exigence du gouvernement français, car la vérité historique doit concerner tous les drames et toutes les souffrances.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma considération.

Thierry ROLANDO
Président national du Cercle algérieniste

